



Sud

Sud Alstom
Sud Auto Peugeot Citroën
Sud Auto Sevelnord
Sud Bosch
Sud FagorBrandt
Sud Fenwick-Linde
Sud Industrie Basse Normandie
Sud Industrie 35
Sud Magnetto
Sud Métaux 33
Sud NCR
Sud Renault
Sud Valéo

Journal de l'union syndicale Solidaires Industrie
144 boulevard de la Villette – 75019 Paris

N° 9 – Juillet 2008
<http://solidaires-industrie.org>

Pauvreté en France, misère partout...

Beaucoup d'entre nous vont partir en vacances, au vu du prix de l'essence un camarade ajoutait en souriant, « oui, mais à vélo ! ». Devant l'évidence, la cherté de la vie, l'inflation, ne sont plus des tabous pour les médias. Jusqu'au gouvernement qui consacre 4,3 millions d'euros à sa communication pour « expliquer » sa politique de baisse du pouvoir d'achat. Peut être pourrait-il faire un meilleur usage de ces 4,3 millions ?

Rien qu'en mai le prix des produits frais a augmenté de 6 %, celui des fruits de 9,5 %, des légumes de 5,5 % et des voyages touristiques de 9,8 %. Le baril de pétrole est au delà de 130 dollars (multiplié par 7 depuis 2002 – il était alors à 20 dollars) et le prix à la pompe suit !

Le prix des matières premières agricoles a bondi : 70 % sur les céréales en un an, 20 % sur le lait ; répercussion sur les prix en grandes surfaces qui se sucent largement à l'occasion : les 16 yaourts « sucrés Yoplait » ont pris 40 % entre novembre 2007 et janvier 2008 et les spaghetti « Barilla n°5 » ont augmenté de 45 % dans le même temps chez Carrefour... nous laissons nos lecteurs terminer la liste de l'augmentation des prix qu'ils vivent chaque jour et qui pour beaucoup deviennent insupportables.

Augmentation de la cherté de la vie, de l'inflation, des prix inégalés de l'essence ; en même temps la précarité progresse et les bas salaires que nous connaissons dans les usines stagnent. Selon le Secours populaire français, la demande d'aide alimentaire a augmenté de 20 % en deux ans.

C'est le tableau inquiétant de cet été en France et dans les pays développés.

Dans les pays pauvres, les mêmes causes ne produisent pas les mêmes effets ! Les conséquences sont encore plus dramatiques dans les pays dominés. L'alimentation y représente en effet 60 % à 80 % des dépenses des ménages. De février 2007 à février 2008,

le prix du riz, aliment de base d'une grande partie de la population mondiale, a augmenté de 74 %, celui du blé de 130 %, les cours des produits laitiers ont augmenté de 120 %. La famine qui frappe déjà presque un milliard d'êtres humains risque de s'étendre. Les émeutes de la faim ont eu lieu en Egypte, en Haïti, en Indonésie et dans des dizaines d'autres pays. Elles ont fait plus de 200 morts au Cameroun.

La faim du monde c'est aujourd'hui !

Les causes en sont multiples : un marché capitaliste anarchique, une demande grandissante de matières premières des pays émergents (Chine et Inde). En même temps la spéculation sur l'immobilier, qui s'est effondrée, se retourne en direction de la spéculation sur les matières premières. A la bourse de Chicago, où se négocient et se fixent les prix des céréales, le volume « réel » des échanges a peu augmenté de 2000 à 2007, mais sa valeur était de 6,5 milliards d'euros il y a 7 ans et d'environ 120 milliards aujourd'hui.

Pauvreté et misère partout... ou presque. Sauf pour les patrons du CAC40 qui ont augmenté leurs revenus de 57,8 % en 2007 (+ 2312 % pour Pierre Verluca, patron de Vallourec, 18,12 millions de revenus 2007 ; + 364 % pour Gérard Mestrallet, Suez, 15,54 millions de revenus 2007...). Nous n'allongeons pas la sauce de ces profits scandaleux, ils ne sont ni nouveaux ni inconnus.

Ça suffit !

Il faut exiger, face à la hausse des prix en France, une hausse substantielle des salaires, discuter dans les syndicats de l'échelle mobile des salaires, et aussi des augmentations uniformes. Rien ne nous sera donné !

Quant au niveau mondial et à ses drames, la question est posée depuis 150 ans, mais pas encore résolue, d'une alternative au capitalisme qui pour Solidaires n'est pas un horizon indépassable !

Retour sur une élection...

Chez Renault Trucks à Blainville, les élections professionnelles confirment le travail de SUD puisque nous obtenons la majorité absolue et gagnons deux sièges supplémentaires (un en DP et un en CE). Aux élections CE premier collège nous obtenons 61,05 % des voix (+ 3,12 %) et au total des trois collèges 50,52 % (+ 2,20 %).

Malgré une abstention en hausse, du fait de la Direction qui a refusé la tenue de bureaux de vote pour les salarié-e-s de la nuit et du week-end, en imposant à ces travailleurs le vote par correspondance, notre syndicat demeure une force représentative et incontournable sur le site de Basse Normandie.

Malgré les tentatives de la Direction de limiter l'action et les moyens d'action de SUD, dans le groupe nous dépasserons nettement le seuil de 10 %. La nouvelle loi sur la représentativité syndicale qui vise en fait à

« simplifier » l'offre syndicale en privilégiant la CGT et la CFDT n'aura pas d'effet sur nous et nous pourrions négocier les accords dès que la loi sera votée.

Pour les deux prochaines années l'objectif des SUD c'est le développement du site de Blainville dans Renault Trucks, l'embauche des précaires, la défense des activités, l'amélioration des salaires et des conditions de travail.

Un délégué de Renault Trucks a participé à la consultation à l'Assemblée Nationale sur la pénibilité au travail pour Solidaires Industrie. Les résultats sont maigres, nous devons compter seulement sur le rapport de forces et l'action syndicale pour stopper la souffrance au travail. Ce sont les objectifs que nous nous donnons pour les deux années à venir. Notre progression ne nous détournera pas du principe qui consiste à rassembler dans l'unité tous ceux qui veulent agir à nos côtés.

Bienvenue aux nouveaux camarades d'Aulnay-sous-Bois !

Nous saluons la naissance de plusieurs nouveaux syndicats qui rejoignent Solidaires Industrie.

A Aulnay-sous-Bois (93) la direction de PSA Citroën a sous traité, sur la ligne de ferrage, la plus grande partie des presses à une entreprise « spécialisée » : Magnetto automotive. Avec l'aide de Sud Auto PSA, des camarades ont fondé SUD Magnetto pour défendre un nouveau statut salarial, différent de celui de Citroën. Les

problèmes sont déjà nombreux : liberté syndicale, salaires, primes, repos compensateurs, flicage des militants, repos en travail de nuit, etc.

Et ça commence fort : sur les quatre noms déposés en mairie avec les statuts de SUD, trois ouvriers ont reçu immédiatement des sanctions ! Il n'est pas possible de croire à une coïncidence ! Bon courage à eux malgré la répression patronale, et bienvenue à Solidaires.

Bienvenue aux nouveaux camarades de Valenciennes !

A l'usine Sevelnord de Valenciennes, qui fabrique des monospaces pour Fiat et PSA, des ouvriers issus de la CGT et de la CFDT, mécontents des pratiques confédérales, ont créé un syndicat SUD auto

Sevelnord qui lui aussi a du pain sur la planche : prime de nuit, pouvoir d'achat, menaces, intimidations... La création des syndicats SUD demande de la détermination, ils n'en manquent pas, bienvenue à eux.

Bienvenue aux nouveaux camarades du Mans !

Chez Renault au Mans (72) plusieurs militants ont décidé la création d'un syndicat SUD Renault Le Mans qui rejoindra les syndicats SUD Renault déjà existants. En dehors de l'intérêt que ce nouveau syndicat présente pour la défense des ouvriers du site, il

contribuera, de plus, à notre demande de reconnaissance au niveau du comité de groupe Renault qui n'admet pas, pour l'instant, contre toute logique la représentation de SUD. Bienvenue à eux.

Grève à FagorMastercook à Wrocław

Nos camarades de Fagor-Brandt (électroménager de cuisine) des usines de Lyon et de La Roche-sur-Yon (85) nous ont transmis l'article de « Trybuna Robotnicza » (Tribune Ouvrière) du 5 juin 2008, relatant la grève des ouvrier-e-s Fagor à Wrocław en Pologne. Nous en extrayons une partie pour cet article.

L'usine de Wrocław dépend de la multinationale Fagor, de capital espagnol. Ses salarié-e-s de Pologne sont parmi les moins bien payés du groupe (1 300 złotych, soit 385 €, pour une ouvrière de l'atelier des machines à laver). L'usine, au niveau des travailleurs productifs, emploie essentiellement des femmes : « *les hommes acceptent rarement des salaires aussi bas, pour un travail si dur* » explique une ouvrière. Les salariés de l'administration, pour un « travail à la photocopieuse » reçoivent, eux, des salaires quatre fois plus élevés que ceux des travailleuses productives.

L'assemblée générale/débrayage de deux heures, rassemblant 400 ouvrier-e-s est, selon la loi polonaise, une grève d'avertissement provoquant une négociation avant une grève reconductible si les négociations n'aboutissent pas. Les ouvrier-e-s demandaient 1 000 złotych, la direction pour l'instant refuse même une rallonge de 500 złotych (148 €). Ensuite, l'ensemble des travailleurs s'est prononcé pour la grève : 1 020 personnes ont voté en faveur de la grève contre 36 en défaveur. Après cette grève d'avertissement, il y a eu une vague de répression contre les salarié-e-s, allant jusqu'à des licenciements.

Les syndicats étaient présents : Solidarność, dont les membres de l'usine ont rejoint l'AG (les représentants nationaux des métallurgistes de ce syndicat n'étaient pas présents), mais surtout le syndicat « Sierpień 80 » (Août 80), qui est l'organisateur du mouvement. Comme

en France, mais avec plus d'acuité, la question du pouvoir d'achat se pose très largement en Pologne.

Izabela Sawicla, membre de la commission syndicale d'entreprise d'Août 80, a pris la parole : « *C'est de plus en plus dur car, nous avons de moins en moins d'argent dans nos porte-monnaie en comparant avec les prix. Alors si quelqu'un nous dit que ce sont les salaires du marché, je demande : sur quel marché ces salaires là peuvent nous permettre de faire des courses ? J'ai quatre enfants et ce salaire c'est pour moi l'allocation chômage !* » La militante souligne que, malgré le dur travail de huit heures quotidiennes, les ouvrières ne peuvent garantir à leurs enfants ni les achats scolaires, ni les vacances, car l'entreprise n'aide nullement dans ces domaines non plus. Les travailleur/se-s qui produisent l'électroménager n'ont pas de quoi s'acheter une machine à laver ou un réfrigérateur avec le logo FagorMastercook.

Les militant-e-s du syndicat Août 80 ont promis de continuer la lutte, et ont donné deux semaines à la Direction pour qu'elle commence à agir avant la grève reconductible.

Bien sûr, les ouvrier-e-s français-es de Lyon et La Roche-sur-Yon, syndiqués à SUD Fagor-Brandt, sont solidaires de leurs camarades polonais-es. Le représentant du syndicat Août 80, Bogusław Ziętek, était l'un des invités et des intervenants au quatrième congrès de l'Union syndicale Solidaires, tenu du 3 au 5 juin à Saint-Jean-de-Monts (pas loin de La Roche-sur-Yon).

La solidarité internationale, à l'heure de la mondialisation et du développement des multinationales en Europe et ailleurs, est une nécessité encore plus évidente pour Solidaires Industrie.

Retour sur la pénibilité au travail...

Cinq ans de discussion entre les confédérations et le Medef, plus cinquante auditions à l'Assemblée nationale, dont : l'Union syndicale Solidaires, Solidaires Industrie, tous les syndicats confédérés, des sociologues, des économistes, des médecins, sans oublier un représentant des évêques de France, le recteur de la mosquée de Bordeaux et l'actuel grand rabbin de France ! Ces derniers sont ils les mieux placés pour parler de la pénibilité du travail ?

Le rapport remis à l'Assemblée nationale sur la pénibilité ne va pas alléger la souffrance au travail des ouvrier-e-s

usés par 30 ou 35 ans d'horaires décalés, de nuit, en chaîne, exposés à des températures élevées, etc.

Il ne reste de ces consultations qu'un rapport épais qui prévoit seulement l'allègement du temps de travail d'un quart ou d'un tiers sur la vue d'un dossier individuel étudié par une commission médicale en faisant financer pour moitié par les fonds publics, pour une autre moitié par l'entreprise. Nous avons déclaré le droit à partir plus tôt, le rétablissement de la CASA, de la préretraite : refusé ! Nous avons demandé la réglementation des horaires de nuit, des horaires décalés : refusé ! Nous

avons demandé des compensations aux nuisances : refusé ! Nous avons lié la pénibilité au travail avec l'augmentation de la productivité : pas entendus ! Nous étions intervenus sur les CHSCT : des mesurette vont être prises qui ne concernent que 47 % des salarié-e-s. Nous étions intervenus sur la question des drames survenus à Renault Guyancourt : pas entendus ! Nous étions intervenus sur les CHSCT contrôlés par les syndicats jaunes à PSA Citroën Aulnay qui faisaient passer les propositions de la direction PSA : pas entendus !

Le Medef a bloqué la discussion avec les confédérations pendant 5 ans en refusant d'envisager toute prise en charge collective de la pénibilité (par branche, par convention collective, par la loi...).

La commission parlementaire a repris cette philosophie. Le dialogue social, c'est « cause toujours... », mais le gouvernement n'a que peu de volonté de différenciation d'avec le patronat... Ce qui n'est pas nouveau, finalement !

Thomson : patron voyou !

Vendredi 4 juillet, un salarié de Thomson R&D France, à Rennes, recevait une convocation pour un entretien préalable à son licenciement.

Ce salarié travaille depuis 11 ans à Thomson, ses qualités professionnelles sont unanimement reconnues, mais il présente un défaut pour sa hiérarchie : il est syndiqué (à la CFDT) et a été élu au Comité d'Entreprise et Délégué du Personnel. En butte au harcèlement moral d'une petite cheftaine – connue pour ses pratiques brutales dans toutes les filiales du Groupe par lesquelles elle est passée –, ce salarié avait choisi de ne pas être en position éligible aux dernières élections afin de mieux se consacrer à son travail professionnel. Il ne bénéficie donc plus de la « protection » contre le licenciement depuis un an. Lors de son dernier entretien semestriel d'évaluation, la cheftaine a autoritairement baissé la note initialement attribuée par le supérieur hiérarchique direct du salarié, pour la fixer à une valeur exceptionnellement basse. Aujourd'hui, le licenciement est « justifié » par cette note.

Bien-sûr, en convoquant le salarié pour la veille du week-end du 14 juillet, la Direction comptait faire son sale coup en douce... Raté ! Durant toute la semaine précédant l'entretien, les salariés de Thomson se sont mobilisés en masse, plusieurs heures chaque jour, pour manifester bruyamment leur colère. Il faut dire que la coupe est pleine... voire, déborde.

Tout d'abord, cette procédure de licenciement individuel n'est pas isolée. Actuellement, sur le site de Rennes, nous avons connaissance de trois autres cas, pour lesquels les intéressés préfèrent la discrétion au-delà de leurs collègues proches – comme c'est malheureusement trop souvent le cas parmi les ingénieurs. Il y en a donc peut-être d'autres que nous ignorons. En début d'année, un autre collègue en arrêt maladie a été brutalement licencié (SUD Industrie 35 le

défend devant les Prud'hommes). Désormais chaque salarié se sent sérieusement menacé...

Ces licenciements s'inscrivent dans le contexte de l'abandon par Thomson de son activité de développement de circuits intégrés, qui occupait 37 personnes à Rennes. La Direction traîne des pieds pour garantir un reclassement en interne à chaque salarié dont le poste est supprimé. Il apparaît de plus en plus clair qu'il y aura des licenciements, mais que la Direction veut en profiter pour faire le ménage dans toute l'entreprise grâce à des licenciements individuels « pour motifs personnels » suivis du reclassement des salariés venant de l'activité fermée vers les postes ainsi libérés.

Pour compléter le tableau, nos (maigres) augmentations, qui devaient être effectives à compter du 1^{er} avril, ont été unilatéralement repoussées au 1^{er} juillet... Quand, au même moment, l'ancien PDG quittait le Groupe avec un parachute doré de 2,6 millions d'euros ! Malgré un débrayage par semaine durant les mois de mai et juin, la Direction est restée ferme sur sa décision, aidée en cela par la signature par la CGC d'un nouvel accord salarial entérinant ce changement de date et rendant caduque l'action en justice intentée par SUD et la CFDT. Remarquons que la CGC a ainsi accepté une politique salariale inférieure à celle qu'elle avait refusée quelques mois plus tôt – mais cette fois la Direction avait besoin de sa signature, alors qu'un désaccord à l'issue des NAO ne la dérange pas et permet de donner à peu de frais l'impression d'une CGC indépendante.

Enfin, histoire de bien mettre le feu aux poudres, la Direction du Groupe a judicieusement choisi cette première semaine de juillet pour nous arroser de communiqués sur « *la place primordiale des pratiques éthiques* » dans la « *culture de Thomson* » ! Morceau choisi : « *Le Président est convaincu que dans une entreprise qui se comporte de façon éthique, tout le monde se sent bien* »...